



CSA - DGAP

DÉCLARATION LIMINAIRE :

Du 22 juillet 2026

Monsieur le Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire,

En préambule de cette instance, **Force Ouvrière** souhaite exprimer sa reconnaissance envers l'ensemble des Personnels de l'administration pénitentiaire, toutes catégories, tous corps et tous grades confondus, pour leur courage, leur dévouement et la qualité exceptionnelle de leur travail.

► En dépit des conditions climatiques extrêmes, de la surpopulation carcérale indécente et du déficit d'effectifs abyssal, leur engagement quotidien assure le maintien opérationnel de nos établissements et la continuité du service public de la Justice.

Les établissements sont tenus, ils sont même soutenus, avec dévouement et abnégation par un personnel responsable et professionnel, en tout temps, en toutes circonstances.

Contrairement aux allégations du CGLPL et aux affirmations honteuses de Madame Simonnot dans les médias télévisés, le Personnel, qu'il soit de Condé-sur-Sarthe ou d'ailleurs, ne saurait être qualifié d'ordure.

De tels propos sont inacceptables.

FO Justice les condamne avec la plus grande fermeté !

► Chaque jour, ces professionnels prennent en charge les personnes placées sous main de justice qui leur sont confiées, que ce soit en milieu ouvert ou en milieu fermé. Chaque jour, ils réalisent l'impossible avec des moyens dérisoires, ils sauvent des vies, assurent la protection des publics placés, les accompagnent dans toutes leurs démarches, y compris vers la réinsertion. Chaque jour, ils assurent la sécurité de nos établissements et, au-delà, la sécurité des citoyens.

FO Justice souhaite ici dénoncer le silence complice de la CGT et du SNEPAP, qui illustre, s'il en était encore besoin, leurs positions dogmatiques.

Monsieur le Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire,

► **FO Justice** tient également à exprimer son soutien total aux Personnels du Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation (SPIP) de Martinique qui, par leur sang-froid et leur professionnalisme, ont déjoué le projet funeste d'un individu dangereux visant à attenter à la vie de représentants de l'État.

FO Justice plaide depuis plusieurs années en faveur d'une sécurisation plus accrue des SPIP en milieu ouvert, afin d'assurer la protection de nos Collègues.

Il est impératif de dépasser les positions doctrinaires de la CGT IP et du SNEPAP FSU qui s'opposent à cette démarche de sécurisation, allant même jusqu'à être dans un déni du risque de passage à l'acte de certains profils suivis par le SPIP.

N'attendons plus que le drame survienne pour agir !

Monsieur le Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire,

► Certains ont pu se gargariser, au lendemain des annonces du Ministre le 13 juillet, de l'augmentation de la prime de surencombrement. Ils pensent faire croire que cette décision fait suite à leur ersatz de mouvement du 27 avril, alors même qu'ils n'avaient pas formulé la moindre revendication indemnitaire ou statutaire... tout comme ils l'ont fait par le passé, lors du mouvement historique de 2018.

Force Ouvrière Justice, ayant négocié ce geste de soutien en faveur des Collègues confrontés à la surpopulation carcérale, souhaite que cette prime soit étendue aux quartiers des Maisons d'Arrêt et à l'ensemble du personnel y travaillant, par souci d'équité.

► Pour autant, **FO Justice** rappelle que le véritable enjeu est de légiférer sur la régulation carcérale pour, enfin, mettre un terme à des conditions de travail insoutenables pour les Collègues et à des conditions de détention indignes pour les personnes détenues.

Il restera enfin, pour finaliser notre réforme historique, la mise en place de la prime d'encadrement. Là encore, **FO Justice** y travaille d'arrache-pied, depuis des mois, dans un contexte budgétaire particulièrement tendu.

Monsieur le Directeur Général de l'Administration Pénitentiaire,

► **FO Justice** le dit avec gravité : jamais nous n'avons connu de situation aussi compliquée et tendue au sein de l'administration pénitentiaire.

Il nous faut urgemment une loi sur la régulation carcérale, nous ne pouvons plus continuer ainsi.

Il faudra également que le budget 2027, que le ministre annonce comme historique, puisse nous permettre de venir soulager le quotidien des Personnels, tous corps et grades confondus, de cette belle et grande administration, voiture-balai d'une société malade qui tient, ***mais pour combien de temps encore ?***

FO Justice – le 22 juillet 2026

ÉLECTIONS
PROFESSIONNELLES
DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026

FO **RÉSISTER!**
RIEN LÂCHER!

ACTION, RESPECT, ÉQUITÉ

JE VOTE **FO** **Justice**

POUR TOUS LES PERSONNELS